

Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires

Changement climatique: écoutons les paysans



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

Trimestriel N°10
Décembre 2019

N°d'agrément
P601176



La COP 25 ou l'urgence du changement

Un ami m'a dit l'autre jour : « De toute façon, les COP, ça ne sert à rien. ». Il est vrai que, chaque année, on a le sentiment que la montagne accouche d'une souris. Et cette année, on est (à peine) surpris d'apprendre que les Etats-Unis, 2^e plus gros émetteur de gaz à effet de serre de la planète, ont décidé de se retirer de l'accord de Paris signé en 2015. Comment, alors, ne pas légitimement s'interroger sur son utilité.



Vous découvrez
Supporterres
et souhaitez le recevoir
gratuitement ?
Écrivez-moi à :
ghi@sosfaim.org

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine

Relecture > Marc Mees

Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de

Pourtant, c'est bien au niveau mondial et politique que se joue la bataille contre le changement climatique et non au niveau local et individuel. Certes, c'est un devoir à la fois moral, juste et sensé de mener ses propres actions. Mais il est malgré tout rageant et même décourageant de voir son effort quotidien de se déplacer en bus plutôt qu'en voiture, anéanti par une surutilisation de la climatisation en été et des chauffages extérieurs en hiver.

L'enjeu est planétaire et n'est-ce pas le rôle des Nations-Unies de se saisir de ces défis ? La Conference of Parties (COP), née en 1994 avec la ratification par 195 pays de la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, a justement pour mission le maintien des efforts internationaux en la matière. Et malgré des critiques, des échecs et un essoufflement certain, pour le moment, nous n'avons rien de mieux sous la main. Rien en vue, pour le moment, concernant la mise en place d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, qui serait dotée d'un budget et de pouvoirs de régulation voire

même de sanction. Alors que le commerce, lui, en vaut bien une.

Mais il est certain que le fonctionnement de la COP est à revoir en profondeur, à la fois dans ses objectifs, ses contraintes mais aussi les thèmes traités. L'agriculture n'y fait l'objet d'un programme de travail à part entière que depuis 2017 et le premier rapport est attendu pour 2020 seulement. Heureusement, à la fois sa vulnérabilité et les solutions qu'elle peut apporter au changement climatique sont d'ores et déjà prises en compte. Mais a-t-on encore le temps d'attendre ?



Géraldine Higel
Rédactrice en chef de Supporterres

SOMMAIRE

Nos moments phares « Une victoire pour notre campagne » · « Deux nouveaux partenariats »	3
On prend la température « Organisations paysannes : ensemble pour le climat. L'exemple malien. »	4
Voix du sud « Partout, des paysans s'adaptent, luttent et s'engagent pour le climat »	6
En un clic « L'agriculture : actrice, victime et réponse aux changements climatiques »	8
Grand angle « Changement climatique, agriculture intensive et choix politiques »	10
Grand angle « Au nom du climat, l'agroécologie devra encore s'imposer »	12
Focus « Le biodigesteur et la voûte nubienne : deux outils pour un modèle agricole durable »	14
Notre regard sur « Les agricultures paysannes, une opportunité pour le climat »	15



Une victoire pour notre campagne « N'exportons pas nos problèmes »

Sept mois après son lancement, la campagne a enregistré un premier succès concret : la Commission européenne a décidé de mettre en place un outil de suivi des exportations de lait en poudre réengraissé à l'huile de palme.

Concrètement, nous disposerons ainsi désormais de données officielles pour connaître à la fois l'état et l'évolution mensuelle des quantités exportées et vers quels pays. Cet effort de transparence permettra ainsi de déplacer le débat des chiffres aux solutions. Mais il est aussi l'illustration de ce que les institutions européennes considèrent désormais ce sujet comme important.

De quoi renforcer encore la détermination des acteurs de la campagne, alors que celle-ci va entrer dans une deuxième phase. Vous souhaitez en savoir plus ? Le site www.nexportonspasnosproblemes.org vous dit tout.



Deux nouveaux partenariats

En République démocratique du Congo, SOS Faim s'est lancée dans un nouveau projet à destination des jeunes entrepreneurs agricoles : financer et organiser des formations pour renforcer leurs compétences en marketing, fiscalité, gestion financière, utilisation des outils numériques et leur permettre ainsi à la fois d'accroître leurs productions et de développer leurs marchés.

Grâce au partenariat avec **Ypard RDC**, membre du réseau mondial de jeunes professionnels pour le développement agricole, ce sont ainsi 25 jeunes congolais de Kinshasa et du Kongo Central, qui vont pouvoir développer leur plein potentiel et inscrire leur entreprise dans la durée. L'occasion aussi d'identifier et de documenter des modèles économiquement viables qui pourront ensuite être largement diffusés.

Au Pérou, SOS Faim et son partenaire la **Central Café y Cacao** ont mis sur pied une formation de goûteurs de cacao. Il y a en effet un réel besoin de renforcer les compétences locales en la matière.



Pour les producteurs, il s'agit de pouvoir mieux négocier avec les acheteurs et d'obtenir de meilleurs revenus par une qualité différenciée de leur production.

Pour la filière, il s'agit de se structurer sur un segment plus écologique, en valorisant les variétés anciennes et locales de qualité, de répondre à une demande croissante, au niveau national, en chocolat transformé de bonne qualité et de proposer aux jeunes des perspectives d'emploi. Pour le pays, il s'agit d'améliorer globalement la qualité du cacao produit afin de consolider sa place au niveau international, notamment sur le secteur du cacao fin.

Avec l'appui financier de **Nao**, entreprise belge de chocolat, ce sont donc six coopératives certifiées en bio et en commerce équitable avec, pour chacune d'entre elles, trois participants en moyenne qui ont pu bénéficier de cette formation.



L'AOPP : des organisations paysannes, ensemble pour le climat

Koutiala, région de Sikasso, au Mali. C'est ici que l'AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes) voit le jour en 1995. Le défi est tout de suite ambitieux : réunir sous un même chapeau les organisations paysannes du pays.

Le résultat est une mosaïque riche en couleurs : 250 organisations paysannes, de nature et de taille diverses, et 3 millions de paysans maliens. 45% de femmes, 20% de jeunes, l'union fait leur force.

Plusieurs axes de travail

Le plan stratégique de l'association, d'abord, mise sur la dimension agroécologique. Au menu, des formations et des actions de plaidoyer visant à placer l'agroécologie au cœur des programmes de recherche. Cela passe notamment par des alliances tant sur le plan national qu'international.

Ensuite, les membres élaborent ensemble des politiques de développement au profit de la communauté – ils travaillent notamment à la création d'une chaîne de valeur agricole. Pour eux, tout commence par le marché : un produit y est demandé et, grâce au soutien de l'association, les producteurs peuvent satisfaire cette demande, tant au moment de choisir la production qu'à celui d'organiser la commercialisation.

Par ailleurs, les commissions Formation, Fruits et Légumes, Céréales, Coton et Elevage prennent en charge les besoins techniques et économiques des adhérents. Pour ce faire, l'organisation est constamment à la recherche de nouveaux fonds ainsi que de nouveaux partenaires.

Appréhender le changement climatique

À l'AOPP, le changement climatique est abordé sous plusieurs angles. D'abord du point de vue des semences : il faut qu'elles



FERME BITON COULIBALY

« La ferme tire son nom du roi du Royaume Bambara de Ségou qui, comme nous, saluait la souveraineté alimentaire. La préservation et la mise en valeur des variétés locales sont au cœur de notre action ».

Seydou Tangara

s'adaptent à la sécheresse, aux périodes de ruptures d'eau, qui sont de plus en plus longues. L'association travaille également à l'amélioration de la qualité des sols et à la valorisation de semences millénaires étant à même, selon elle, d'assurer de meilleurs rendements dans un tel contexte.

Capitalisation des pratiques

Son autonomie financière repose sur la capitalisation de ces pratiques : expérimentation, théorisation et diffusion. C'est le cas, par exemple, avec la ferme agroécologique Biton Coulibaly. Elle écoule ses produits dans la capitale, essentiellement une production maraîchère et céréalière : le maïs, notamment, est particulièrement sollicité par l'élevage avicole.

Née en 2015 dans le village de Tandianabougou, à 60 km de Bamako, la ferme ne devient opérationnelle qu'en 2018. À présent, elle emploie trois techniciens et quelques saisonniers : principalement des femmes et jusqu'à 30 pour certaines activités.

La ferme répond aussi bien à l'appel du monde scientifique que du monde rural.

« Elle se veut une vitrine pour les paysans mais aussi pour les chercheurs et les universités : on veut contribuer à la diffusion de pratiques agricoles résilientes face aux aléas climatiques. Cela répond aussi à un enjeu de santé publique : il y a une prise de conscience, les gens veulent des produits sains ».

Seydou Tangara, coordinateur de l'AOPP au niveau national

C'est un mariage entre tradition et modernité : le paysan malien sent qu'il va pleuvoir mais suit quand même les prévisions météorologiques. La ferme se veut alors un incubateur d'idées, avec pour mission la conception de techniques assurant une production saine et durable. Ainsi, sous l'égide de l'association, l'agriculture conventionnelle rencontre l'agroécologie : pour l'AOPP, l'articulation des deux est la clé du succès. Les agriculteurs déjà convertis à l'agroécologie accompagnent et soutiennent leurs confrères conventionnels dans la transition agroécologique.

Aujourd'hui, en s'inspirant du modèle de cette ferme, l'AOPP met à disposition des étudiants des parcelles d'application pour un encadrement à la fois scientifique et pratique. L'association mène aussi des actions de terrain, dans les parcelles de production : dans certains cas, il y a beaucoup de sécheresse, dans d'autres beaucoup d'inondations. Dresser un bilan permet une mutualisation et un partage d'expériences entre paysans : dans l'adversité, leurs différences font leur richesse.



Dieyenaba Faye
Volontaire

PARTOUT, DES PAYSANS S'ADAPTENT, LUTTENT ET S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT



BENOÎT BERNARD

Agriculteur à Wanze en grandes cultures et éleveur de bœufs Angus.

« Malgré les épisodes de sécheresse, notre baisse de rendement a pu être maîtrisée grâce notamment aux couverts végétaux. »



Ressentez-vous les impacts du changement climatique au niveau de votre exploitation agricole ?

On ressent très fort les impacts du dérèglement climatique car il y a de plus en plus de périodes de sécheresse. Je pense que les quatre saisons sont de moins en moins marquées et que nous allons progressivement vers deux saisons, la saison sèche et la saison des pluies.

Quelles pratiques avez-vous mises en place pour faire face à ces changements ?

Cela fait plus de vingt ans que je ne laboure plus et que je fais attention au taux d'humus dans le sol, ce qui favorise le stockage de l'eau. Maintenant, mon bétail n'est nourri qu'à l'herbe pour l'entretien des prairies et il est à l'air libre toute l'année. Nous avons également installé quatre hectares de cultures qui sont destinés à nourrir les animaux en hiver. Je replante également des arbres, haies et couverts végétaux pour éviter que le sol soit à nu et ne se dessèche.

Quelles sont vos aspirations pour le futur ?

Nous devrions favoriser les échanges humains et faire en sorte que plus de personnes travaillent dans les champs. Aujourd'hui, je suis tributaire d'industriels et je peine à vivre. Dans le système actuel, il y a des choses qui ne sont pas justes.

Je souhaite que mes trois fils puissent eux aussi vivre sur cette terre, donc je prépare mon terrain pour la prochaine génération, je souhaite laisser quelque chose de fonctionnel. Il faut être novateur, chercher des solutions et se donner une ligne de conduite pour aller dans ce sens. Le but c'est de produire de manière plus propre et d'aller vers toujours plus de qualité du point de vue des sols et des humains. C'est tout un nouveau concept qui se met en place, on rencontre beaucoup d'obstacles mais c'est quand même très positif. Pour sortir de ce système il faut le comprendre, le vivre et développer un autre mode de fonctionnement. Je pense que l'avenir de l'humain va repasser par la terre.



AMADOU DIARRA

Producteur de maïs, de sorgho, de mil, de riz pluvial et de semences, président du comité d'achat de céréales et animateur chargé de sensibiliser les producteurs afin qu'ils soient plus résilients vis-à-vis du changement climatique.

Que savez-vous et que percevez-vous du changement climatique ?

On se rend compte aujourd'hui qu'il y a un changement et on en ressent les effets.

Aujourd'hui, il y a moins d'arbres et d'arbustes qu'avant. Auparavant, la saison des pluies s'étalait de mai à octobre ; maintenant il ne pleut qu'à partir de mi-juin ou début juillet. Nous avons aussi des problèmes de fertilité et d'érosion qui sont plus fréquents.



Les agriculteurs et agricultrices du monde sont parmi les premières victimes du changement climatique. Mais ils ont aussi un rôle primordial à jouer dans cette lutte. Entre changement des pratiques, sensibilisation ou militance une kyrielle d'actions est possible partout dans le monde.



HINDOU OUMAROU IBRAHIM

Militante écologiste tchadienne, fille de pasteur nomade.

Très jeune, elle est victime de discrimination et marginalisation envers sa communauté, les Peuls, jugés « arriérés » et « relégués de l'espace public ». Parallèlement, les conséquences du dérèglement climatique deviennent très visibles, pour preuve le lac Tchad qui tarit rapidement et devient source de conflits entre éleveurs et cultivateurs. Pour Hindou, il devient alors évident que les questions des droits humains et de l'environnement vont de pair.

C'est ainsi qu'à 15 ans, elle décide de créer sa propre association, l'AFPAT, Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad, qui a pour but la protection de l'environnement et des peuples autochtones dans un contexte de changement climatique. « Les scientifiques parlent de 1,5° en plus. Mais nous actuellement, nous vivons déjà à plus de 48° à l'ombre, 50° dans le désert. Pour nous, ce ne sera pas +1,5° mais +3 ou +4°. Ça va être invivable. »

Au départ critiquée pour avoir osé créer une association défiant le statu quo, elle est désormais reconnue et reçoit d'ailleurs en 2017 le « Prix spécial » de la fondation France-Libertés qui œuvre dans les droits humains et la protection de l'environnement. Grâce à sa détermination, l'AFPAT sera par ailleurs la première association communautaire à participer à des négociations internationales sur le climat.

Est-ce que ces changements ont eu un impact sur vos pratiques en tant qu'agriculteur ?

J'ai pu suivre des formations de différents partenaires ce qui m'a permis de comprendre toutes les techniques pour adapter mes pratiques agricoles.

Concrètement, comme la quantité d'eau n'est plus suffisante pour permettre aux plantes ayant un cycle de 120 jours de se développer correctement, nous utilisons désormais des semences précoces, qui correspondent aux nouvelles périodes raccourcies de la saison des pluies.

Nous faisons également attention à la maîtrise du calendrier agricole ainsi qu'à la répartition de compost sur nos terres. Des cordons pierreux ainsi que des courbes de niveaux ont également été mis en place.

Nous utilisons, entres autres, la plante *Gliricidia* pour le reboisement et la stabilité des sols.

Quel est votre rôle en tant qu'animateur ?

Je suis en train d'apprendre et d'aider d'autres producteurs pour les initier à ces pratiques. J'anime également des débats à la radio au sujet des semences améliorées. Je souhaite que grâce à tout cela, les producteurs changent de comportements et de pratiques rapidement.

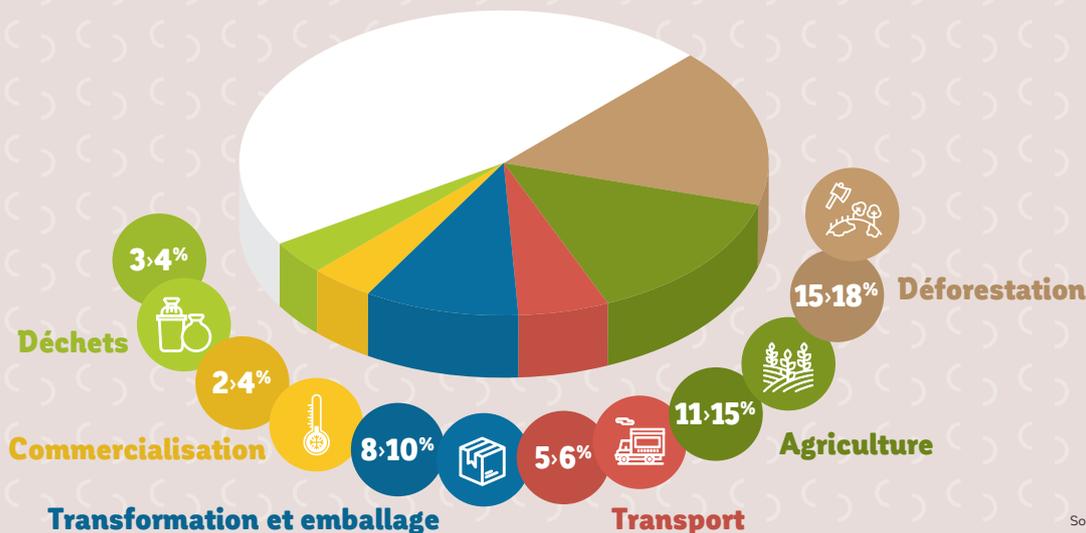


Jehanne Seck
Volontaire



L'agriculture : actrice, victime et réponse aux changements climatiques

Le système agroalimentaire mondial est responsable de **45%** des émissions de GES



Source : Grain



La demande de viande dans les pays en développement augmentera de **80%** d'ici 2030 et de plus de **200%** d'ici 2050.

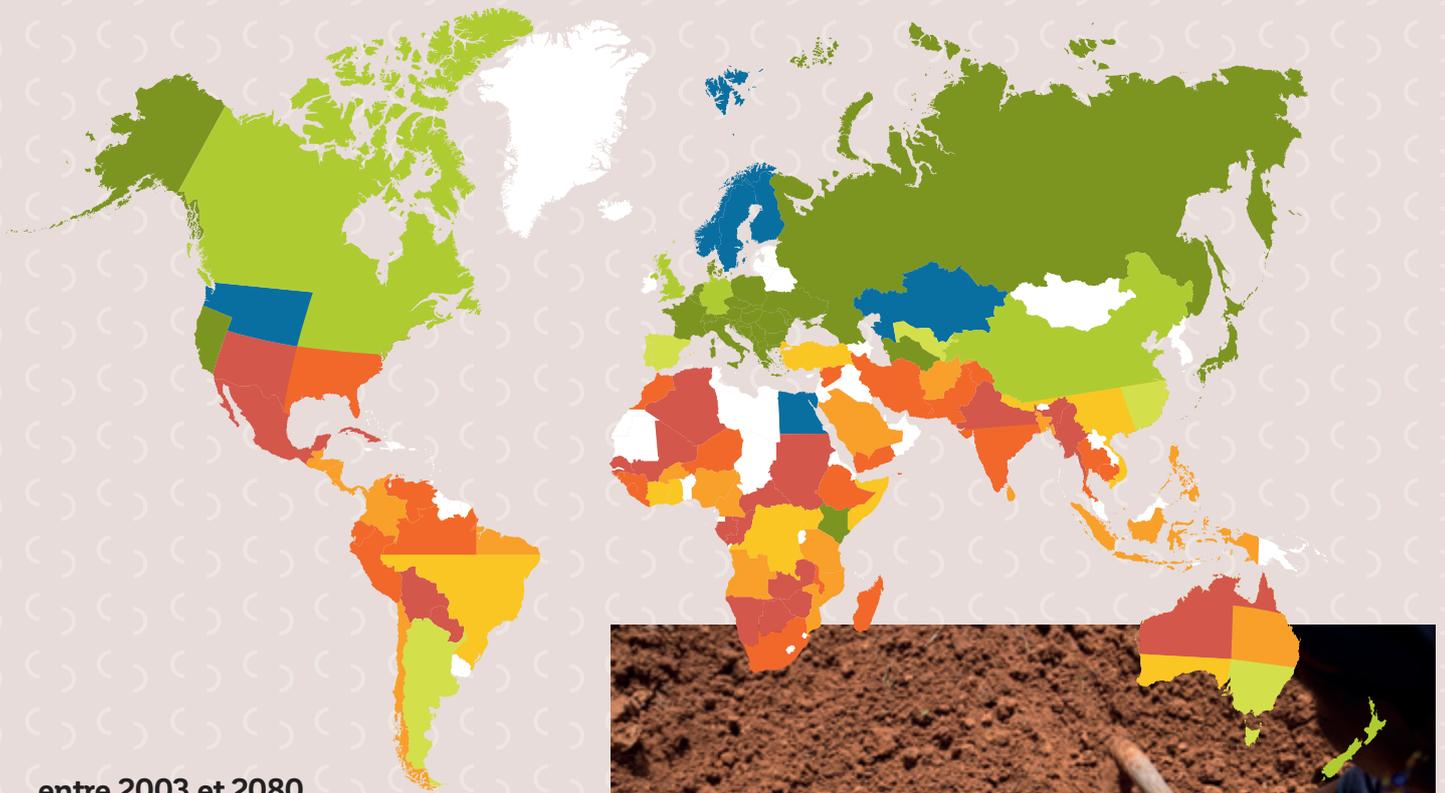
En conséquence, **50%** des céréales produite en 2050 pourrait alors être à destination de l'élevage.



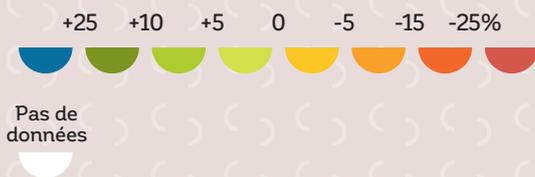
Dans le même temps, en 2080, **600 millions** de personnes supplémentaires risquent d'être exposés à la faim comme conséquence directe du changement climatique.



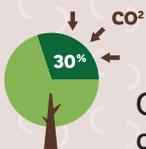
Impact du changement climatique sur les rendements agricoles



entre 2003 et 2080



Source : Cline W., 2007, Global Warming and Agriculture



Grâce à leur couvert végétal et boisé, les sols absorbent près de **30%** de la totalité des émissions humaines de CO².

Puits de carbone ●



Après l'Ouragan Ike à Cuba en 2008, plus de **90%** des monocultures ont été affectées contre moins de **50%** des fermes agroécologiques. Et près de **90%** de ces dernières s'en sont remises en 2 mois.

Résilience ●



Aux Etats-Unis, en période de sécheresse, les rendements de cultures agroécologiques de maïs et de soja sont plus élevés de **31%**.

Rendements ●

Changement climatique, agriculture intensive et choix politiques

Le changement climatique affecte déjà la planète et ses habitants. La hausse des températures due à l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère est à l'origine d'événements climatiques extrêmes : vagues de chaleur, sécheresses et incendies, pluies torrentielles et tempêtes, diminution du débit des cours d'eau en été et augmentation en hiver avec des risques de crues, baisse du niveau des nappes phréatiques.

LES PRATIQUES D'ÉLEVAGE ET D'AGRICULTURE INTENSIVES CONTRIBUENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les émissions mondiales de GES sont dues pour un quart aux pratiques agricoles et d'élevage qui, de plus, utilisent 75% des ressources en eau douce de la planète. Selon l'OCDE, « les principales émissions directes de GES d'origine agricole sont les émissions de protoxyde d'azote provenant des sols, des engrais, du fumier et de l'urine des herbivores et celles de méthane des ruminants et des rizières. » Vient ensuite le CO².

L'élevage intensif demande de la terre pour le bétail. Les bois et les forêts sont abattus pour faire place aux prés. Or, les sols avec une couverture végétale et boisée absorbent 30% des émissions de CO₂, contribuant ainsi à atténuer le réchauffement climatique.

Par ailleurs, pour nourrir ses immenses troupeaux, l'élevage intensif a recours au soja.

En 2017, les pays de l'Union européenne ont ainsi importé 33 millions de tonnes de soja, principalement d'Amérique du Sud. Et qui dit importations dit émissions de CO² liées au transport.

L'agriculture intensive, par souci de rentabilité, a également abandonné la mise en jachère des sols pour favoriser à la fois la monoculture et l'usage d'engrais chimiques à base d'azote qui finissent par se retrouver dans l'atmosphère.

Enfin, la mécanisation des pratiques, le chauffage des bâtiments, la chaîne de transformation et le transport du bétail et des produits sont encore d'autres sources d'émission de CO².



Au Tchad, par exemple, depuis les années 1970, les précipitations ont baissé de 50% en moyenne sur l'ensemble du territoire.

Dans certaines régions, le manque d'eau et la désertification des terres ne permettent plus à l'agriculteur de se nourrir ni de nourrir la population. Les éleveurs et les agriculteurs manquant d'eau et de terres, beaucoup se déplacent à la recherche de nouveaux espaces. À l'insécurité alimentaire s'ajoute alors le risque d'instabilité sociale que ces déplacements peuvent engendrer.

Au Nord, ce sont des récoltes anticipées, des animaux souffrant de la chaleur, des sécheresses qui obligent à puiser dans les stocks de fourrages d'hiver pour nourrir les animaux l'été et des problèmes d'approvisionnement en eau et de rendements.

QUE FAIT LE POLITIQUE ?

Pendant ce temps, les rapports du GIEC sur l'état du changement climatique se succèdent. Le dernier en date s'intéresse d'ailleurs à la gestion des sols et propose des pistes pour réconcilier agriculture et climat.

Le politique, quant à lui, ne suit pas ou s'enfonce dans une certaine incohérence.

L'Union européenne signe ainsi le CETA, un accord commercial bilatéral de libre-échange qui réduit les barrières douanières entre le Canada et l'Union européenne. Cette dernière ouvre ainsi ses frontières aux importations en provenance d'un pays où les normes environnementales ne sont pas les mêmes. Elle poursuit par ailleurs la Politique agricole commune, un système de subventions qui soutient les grandes cultures, mise sur les exportations, pousse à l'investissement et à l'augmentation des rendements et n'apporte qu'une aide marginale au développement et à la transition vers un modèle agroalimentaire plus durable tel que l'agroécologie.

De leur côté, la plupart des États africains non seulement attribuent des budgets dérisoires à l'agriculture et l'élevage, mais ils subventionnent les intrants chimiques.

Au-delà de l'urgence climatique et de l'impératif économique et social, il s'agit également d'une question de sécurité alimentaire, l'ONU prévoyant une population mondiale de 11 milliards d'individus en 2100. Il y a donc urgence à tous points de vue.



Laurent Stojka
Volontaire



©Anne Bestin

Si les pratiques conventionnelles d'agriculture et d'élevage sont naturellement émettrices de GES, leurs dérivées industrielles augmentent encore davantage ces émissions tout en accentuant leurs effets.

AGRICULTEURS.TRICES ET ÉLEVEURS.EUSES, PREMIÈRES VICTIMES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alors que l'agriculture intensive est l'une des causes du changement climatique, les premières victimes de ces changements sont les femmes et les hommes qui vivent de la terre.

Si ces changements touchent tout le monde, l'impact reste plus important au Sud dont l'agriculture dépend davantage des pluies que de l'irrigation. Et c'est d'autant plus alarmant que dans le Sud, 60% de la population vit de l'agriculture.

Au nom du climat, l'agroécologie devra encore s'imposer



Le constat est partagé : l'agriculture est victime et coupable du changement climatique, mais elle peut également être solution. À condition de repenser en profondeur nos systèmes de production alimentaire. À l'heure d'imaginer le modèle agricole de demain, les visions s'affrontent... Un basculement à saisir pour promouvoir l'agroécologie face aux solutions agro-industrielles qui n'ont de durables que le nom.

En 2010, la FAO¹ a proposé le concept d'« agriculture intelligente face au climat » avec trois finalités simultanées : diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole, stocker du carbone dans les sols et garantir la sécurité alimentaire de tous.

À l'origine, l'objectif était louable : encourager un changement de paradigme dans les méthodes de production dominantes qui avaient fait la preuve de leurs limites. Mais une définition trop vague de ce concept a laissé la porte ouverte à l'agro-industrie qui s'en est rapidement saisie pour promouvoir des solutions présentées comme « climato-intelligentes » mais qui ne sont en réalité que la continuité du modèle de production actuel.

▮ **COLLER DES RUSTINES AVEC L'AGRICULTURE « CLIMATO-INTELLIGENTE »...**

Les solutions au changement climatique portées par l'agro-industrie sont essentiellement basées sur l'innovation et les nouvelles technologies : agriculture de précision (utilisation de drones pour cibler les apports d'intrants par exemple), digitalisation, OGM qui vont de pair avec l'ultra mécanisation et l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques.

Il n'y a pas véritablement de remise en question de l'agriculture productiviste et ultraspécialisée qui a pourtant conduit à l'appauvrissement des sols, l'érosion de la biodiversité et l'augmentation des émissions de GES. Sans oublier l'incapacité de ce modèle à éradiquer complètement

la faim dans le monde. De plus, il s'agit davantage d'un déplacement des émissions de GES vers des technologies gourmandes en énergie que de leur véritable réduction.

▮ **... OU SOIGNER UN MODÈLE À BOUT DE SOUFFLE GRÂCE À L'AGROÉCOLOGIE**

Un modèle agricole basé sur les principes de l'agroécologie est le plus à même de constituer une solution durable au changement climatique, tout simplement car l'agroécologie s'attaque à la source du problème.

En effet, le changement climatique est une conséquence directe de la dégradation des écosystèmes. Or, l'agroécologie repose sur la préservation des écosystèmes naturels car elle utilise leurs fonctionnalités. De plus, l'agroécologie privilégie une approche locale qui est plus à même de garantir la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique que les solutions « décentralisées » de l'agro-industrie.

▮ **DES SOLUTIONS CONCRÈTES POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GES**

Il existe des pratiques agroécologiques permettant de réduire les émissions de GES d'origine agricole. Et contrairement aux solutions « climato-intelligentes », leur mise en œuvre ne nécessite pas d'investissements massifs.

Ainsi, un levier pour diminuer les émissions de protoxyde d'azote consiste à diversifier les cultures en introduisant des légumineuses (pois, niébé...). Celles-ci captent l'azote de



© Anne Bastin

l'air qui permet de fertiliser les sols sans apports d'engrais de synthèse. De plus, elles sont riches en protéines et peuvent permettre d'équilibrer un régime alimentaire plus faible en viande, la baisse de consommation de viande étant aussi recommandée pour réduire les émissions de GES.

Un autre exemple consiste à favoriser l'élevage à l'herbe pour les bovins, par le maintien des prairies. En général, l'excrétion des déjections à la pâture est moins propice à l'émission de méthane que lorsqu'elle a lieu en bâtiment.

■ ATTÉNUER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE GRÂCE AUX SOLS

L'agroécologie est également porteuse de pratiques qui contribuent directement à l'atténuation du changement climatique en favorisant la séquestration du carbone dans les sols. Ainsi, l'implantation de cultures intermédiaires dans les rotations, la pratique de l'agroforesterie, le maintien des prairies permettent à la fois d'enrichir les sols en matière organique et, en assurant une couverture permanente des sols, d'augmenter leur stock de carbone.

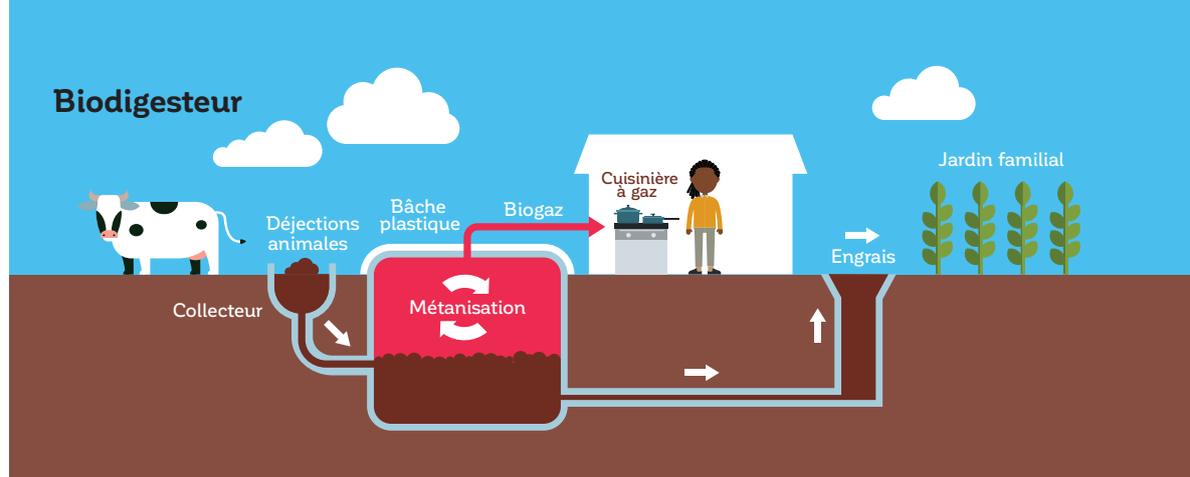
Contrairement aux solutions « climato-intelligentes » de l'agriculture industrielle, le passage à un système de production fondé sur les principes de l'agroécologie permettrait d'assurer la simultanéité entre atténuation et adaptation au changement climatique. Les changements de pratiques agricoles devront s'accompagner d'une évolution des habitudes de consommation pour favoriser les aliments produits dans le cadre de systèmes à faibles émissions de gaz à effet de serre.



© JL Brocart



Mathilde Calmels
Volontaire



L'agriculture familiale et l'agroécologie, parce qu'elles s'appuient sur des savoir-faire locaux, des connaissances ancestrales et les enseignements de la nature, ont recours à des outils et des techniques qui permettent non seulement de réduire la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes mais également de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

LA VOÛTE NUBIENNE ET LE BIODIGESTEUR : deux outils pour un modèle agricole durable.

Les voûtes nubiennes : une technique ancienne remise au goût du jour

Cette technique de construction ancienne, originaire du Haut Nil, utilise principalement la terre crue. Le bâtiment est constitué de voûtes qui s'appuient sur des contreforts, sur lesquels repose un toit-terrasse. Il peut servir d'habitation ou de stockage agricole.

De plus en plus utilisée au Burkina Faso, au Bénin et au Mali, elle apporte une réponse adaptée aux besoins et aux contraintes locales. Comparée aux autres techniques de construction les plus courantes dans la région (ciment et tôle ou paille), la voûte nubienne nécessite peu de bois, un outillage basique et utilise les matériaux locaux. Elle est particulièrement adaptée aux conditions climatiques locales grâce à ses murs épais qui à la fois résistent aux pluies et offrent un confort thermique.

Très résistant et solide, le bâtiment peut se transmettre d'une génération à une autre. Une construction tout à fait durable en somme.

Le biodigester : autonomie énergétique et écologie

Le biodigester est un dispositif technique qui transforme, par un processus naturel de fermentation, des excréments d'origine humaine et/ou animale ou autres résidus organiques en biogaz.

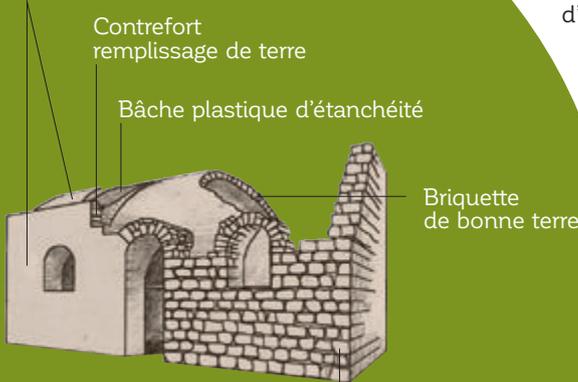
Le biodigester est constitué d'un bassin souterrain étanche fait de briques ou de pierres et recouvert d'un dôme. C'est là qu'en se décomposant les déjections animales libèrent le méthane qui s'échappe ensuite via un réseau de plomberie jusqu'aux différents points d'utilisation. Il remplace ainsi le bois pour la cuisson des aliments et sert à l'éclairage. Par ailleurs, le compost recueilli sert d'engrais naturel à la fois gratuit et naturel.

En moyenne, un biodigester de 6 m³ produit 8 tonnes de compost par an et permet de préserver trois hectares de forêt. Les avantages pour l'environnement et l'homme sont nombreux :

- ▶ de l'énergie propre pour la cuisson et l'éclairage,
- ▶ un compost naturel qui restaure et préserve les sols et améliore la production agricole,
- ▶ une réduction de l'impact négatif de l'utilisation du bois et des énergies fossiles comme combustibles,
- ▶ une réduction des émissions de méthane, l'un des GES responsable du changement climatique.

Voûte nubienne

Crépis de terre ou enduit ciment en finition



Contrefort remplissage de terre

Bâche plastique d'étanchéité

Brique de terre crue

Fondation de pierre sauvage et béton terre

Brique de terre crue ou de latérite



Laurent Stojka
Volontaire



LES AGRICULTURES PAYSANNES, UNE OPPORTUNITÉ POUR LE CLIMAT

Ce texte a été publié pour la première fois en octobre 2015, comme éditorial d'un numéro de notre revue Défis Sud consacré au réchauffement climatique. Le contexte n'a pas changé depuis : un dérèglement climatique qui s'accélère et un « business as usual » en matière de modèle agricole.

Ce texte, en forme de manifeste, rappelle combien l'agriculture paysanne est pertinente dans ce contexte d'incertitudes et pour réparer les dégâts causés par l'agriculture industrielle.

Il résume ainsi parfaitement ce qui anime SOS Faim aujourd'hui.

Voilà pourquoi nous le republions aujourd'hui.



© Maeblys Shutterstock

Dans une société où le progrès des connaissances et des techniques a réduit notre part d'incertitudes, où la maîtrise de l'homme sur son environnement et sa santé est devenue une habitude, l'agriculture paysanne reste une des activités dont la part d'incertain est la plus grande. Un retard de pluie, une attaque d'insectes peuvent compromettre une récolte, réduire à néant des semaines d'effort et d'espoir. La gestion des risques a donc toujours été au cœur du savoir et des pratiques des agriculteurs.

Gérer l'incertain peut se faire selon deux grandes approches. On peut soit essayer de faire disparaître le risque par la maîtrise totale de l'environnement en utilisant un arsenal technique (irrigation, engrais, etc.) qui se substitue aux processus naturels, soit essayer d'appivoiser le risque, de composer avec lui, en complexifiant les systèmes de cultures, en acceptant de perdre d'un côté pour gagner de l'autre. Le 20^e siècle a vu le triomphe du premier modèle basé sur la maîtrise technique et la négation de l'environnement. Notre 21^e siècle débutant découvre les limites et les conséquences de cette vision. Aujourd'hui, ce n'est pas à l'échelle de l'année que l'agriculteur doit gérer les incertitudes mais à l'échelle de dizaines d'années avec notamment les dérèglements climatiques, la dégradation des sols et la perte de biodiversité. L'agriculture industrielle porte une lourde responsabilité dans le dérèglement du climat et dans l'accroissement des incertitudes.

Dans ce contexte nouveau, les agricultures paysannes ont retrouvé toute leur pertinence. En effet, elles intègrent depuis toujours des principes de résilience pour faire face aux perturbations. Contraintes par des ressources limitées en capital, elles ont privilégié l'optimisation des processus naturels et le recyclage, plutôt que la course stérile vers une maximisation des rendements aux prix d'une consommation intensive de ressources non renouvelables. Ces agricultures paysannes, majoritaires au Sud, sont vues comme les premières victimes des changements climatiques. Ce statut de victime ne doit cependant pas cacher leur potentiel comme source d'innovations techniques, sociales et organisationnelles permettant de répondre aux défis de notre siècle. Soutenir l'agriculture paysanne, c'est investir dans des solutions réalistes et cohérentes pour le climat et les équilibres planétaires.



Philippe Baret
Président de SOS Faim

EN IMAGES



FESTIVAL DE FILMS

Alimentterre



Découvrez

« Thank you for the rain » / « Merci pour la pluie »

Un documentaire qui vous plonge dans le quotidien de Kisilu Musya, un fermier kenyan qui filme sa famille, son village, les inondations, les sécheresses et les orages à proximité.

En fait, au fur et à mesure, **c'est l'impact du changement climatique ainsi que son coût humain qu'il documente**. Lorsque sa maison est détruite par une tempête, le cinéaste autodidacte décide de lancer un mouvement d'agriculteurs solidaires et appelle à l'action. La lutte de Kisilu prend de l'ampleur entre Oslo et Paris où il va se confronter à l'inertie, la bureaucratie et l'arrogance.

« Merci pour la pluie » est **un conte inspirant et captivant d'un optimiste infatigable**, qui teste les limites de la lutte pour un monde plus vert.

► Ce film a reçu le Prix du Festival Alimentterre en 2017 et fait désormais partie des « Kits Alimentterre ».

Les « Kits Alimentterre », qu'est-ce que c'est ?

Vous êtes une association, un groupe de citoyens, un comité de quartier, un éducateur, une PME... et vous souhaitez organiser une projection-débat sur les enjeux agricoles et alimentaires ? Nous vous proposons de diffuser vous-mêmes un film sélectionné par le Festival, grâce à un kit élaboré par nos soins.

Ce que comprend un kit :

- Le film via un lien de téléchargement ou une clé USB
- Une fiche pédagogique (comportant des pistes d'animations de débat)
- Un Mini-Guide organisation projection
- Des droits de projection adaptés (de gratuit à 350€) en fonction du type de votre événement.



Pour en savoir plus et découvrir les documentaires proposés, rendez-vous sur le site www.festivalalimenterre.be



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

www.sosfaim.be

